

« Libération » et Chavez

dimanche 25 novembre 2007, par [DUVAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 22 novembre 2007).

Lundi 19 novembre, *Libération* apportait sa contribution à la croisade anti-Chavez. En deux épisodes : page 11, rubrique « Décryptage », un article de François Meurisse. Pages « Rebonds », la publication d'une tribune sur « L'opportunisme humanitaire de Chavez ». Parmi les signataires français, on retrouve sans surprise les habitués du genre : BHL, Bruckner, Finkielkraut et Glucksmann, toujours là pour stigmatiser ceux qui s'opposent à l'ordre impérialiste. Principale accusation à charge : la suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels. Ce que nos pétitionnaires traduisent immédiatement : « *Ce nouveau texte constitutionnel propose la réélection indéfinie du président* » ! Plus gêné, le journaliste de *Libération* est obligé de reconnaître que « *la non-limitation des mandats est en vigueur au Royaume-Uni, en Espagne et en France* ». Mais, c'est pour ajouter immédiatement que ... cela n'a rien à voir ! Car là, on est en « *Amérique du Sud, durement marquée par trop de passage d'hommes forts au pouvoir au XX^e siècle* ».

Rien à voir, c'est sûr, avec 30 ans de dictature franquiste en Espagne où, comme au Royaume-Uni, perdure... une monarchie héréditaire ! Cette Constitution – nos pétitionnaires en sont sûrs – est « *rejetée par la majorité des Vénézuéliens* ». Ceux-ci vont pourtant pouvoir se prononcer par référendum ? Certes, mais « *la tenue d'un référendum ne garantira pas l'expression d'un suffrage universel impartial* » ! Sans doute, vaudrait-il mieux, comme en Europe pour le traité « simplifié », décider à la place des peuples...

Horreur supplémentaire : « *Le vote électronique [...] se prête à toutes les manipulations.* » Nos procureurs n'avaient pourtant pas jugé bon d'émettre de réserves à son utilisation... en France.

Le journaliste de *Libé* concède que des dispositions contestées par « *des personnalités chavistes* » ont finalement été retirées, que le projet de Constitution prévoit aussi la fin de l'indépendance de la banque centrale et le droit, pour l'État, de « *promouvoir le développement d'un modèle économique productif au-dessus de la liberté individuelle* ». Satisfaire les besoins sociaux plutôt que sauvegarder la « *liberté d'entreprendre* » : c'est bien cela qui fait enrager nos bons esprits !

P.-S.

* paru dans Rouge n° 2228, 22/11/2007.